



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-52  
Séance du 27 septembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Caizergues, Castellon, Huber, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** Mme Berard pouvoir à M. Caizergues, M. Briane pouvoir à M. Salgues, M. Deyrat pouvoir à M. Huber, M. Oudinot pouvoir à Mme Pervent, M. Serra pouvoir à M. Perez, M. Viala pouvoir à Mme Torrandell

**Absents excusés :** Mme Gouard

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Romane Palau

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 15

**Absents :** 2

**Procurations :** 6

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

23 septembre 2021

**Objet :** Élargissement du bénéfice RIFSEEP à de nouveaux cadres d'emplois

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui expose : par délibération en date du 14 mai 2018, le conseil municipal a mis en œuvre, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise, et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), composé de deux parts, à savoir une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) et un complément indemnitaire annuel (CIA, qui est facultatif), pour le bénéfice des agents contractuels de droit public dont les fonctions relèvent du cadre d'emploi des attachés territoriaux et des agents titulaires ou stagiaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- attachés territoriaux ;
- rédacteurs territoriaux ;
- adjoints administratifs territoriaux ;
- agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;
- adjoints territoriaux du patrimoine ;
- animateurs territoriaux ;
- adjoints d'animation territoriaux ;
- adjoints techniques territoriaux ;
- agents de maîtrise territoriaux.

M. Sylvain CASTELLON précise que la parution du décret 2020-182 du 27 février 2020, relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, permet de rendre éligible au RIFSEEP les cadres d'emplois suivants :

- techniciens territoriaux ;
- éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;
- puéricultrices territoriales ;
- auxiliaires de puériculture territoriaux.

Il est donc proposé à l'assemblée d'élargir, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021, à l'ensemble des cadres d'emplois énumérés ci-dessus le bénéfice du RIFSEEP au sein de la commune.

Ainsi les agents titulaires ou stagiaires relevant de ces cadres d'emplois bénéficieront du RIFSEEP dans les mêmes conditions que les agents relevant des cadres d'emploi énoncé à l'article 1 de la délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2018 précitée.

Ils se verront donc placés dans un groupe de fonctions conformément aux critères professionnels fixés par ladite délibération et attribués un montant individuel de primes par arrêté municipal, dans la limite des plafonds annuels fixés pour chaque cadre d'emplois de la façon suivante :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant maximal individuel annuel IFSE en euros	Montant maximal individuel annuel CIA en euros
Puéricultrices territoriales	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	19 480	3 440
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	15 300	2 700
Auxiliaire de puériculture territoriaux	Groupe 1	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	11 340	1 260
	Groupe 1	Si logement pour nécessité absolue de service	7 090	1 260
	Groupe 2	Adjoint au chef de service	10 800	1 200
	Groupe 2	Si logement pour nécessité absolue de service	6 750	1 200
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	14 000	1 680
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	13 500	1 620
	Groupe 3	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	13 000	1 560
Techniciens territoriaux	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	17 480	2 380
	Groupe 1	Si logement pour nécessité absolue de service	8 030	2 380
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	16 015	2 185
	Groupe 2	Si logement pour nécessité absolue de service	7 220	2 185
	Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers / gestionnaire	14 650	1 995
	Groupe 3	Si logement pour nécessité absolue de service	6 670	1 995



Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- Élargi le bénéfice du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise, et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 aux agents relevant des cadres d'emplois suivants : Educateurs territoriaux de jeunes enfants, techniciens territoriaux, puéricultrices territoriales et auxiliaires de puériculture territoriaux ;
- Dit que les modalités d'application du RIFSEEP à ces cadres d'emplois sont celles énoncées dans les articles 2 à 6 de la délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2018 ;
- Autorise M. le maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions précitées ;
- Inscrit chaque année les crédits correspondants au budget.
- Dit que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/10/2021.

Lavérune le 27 septembre 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 4.5.